



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

45^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

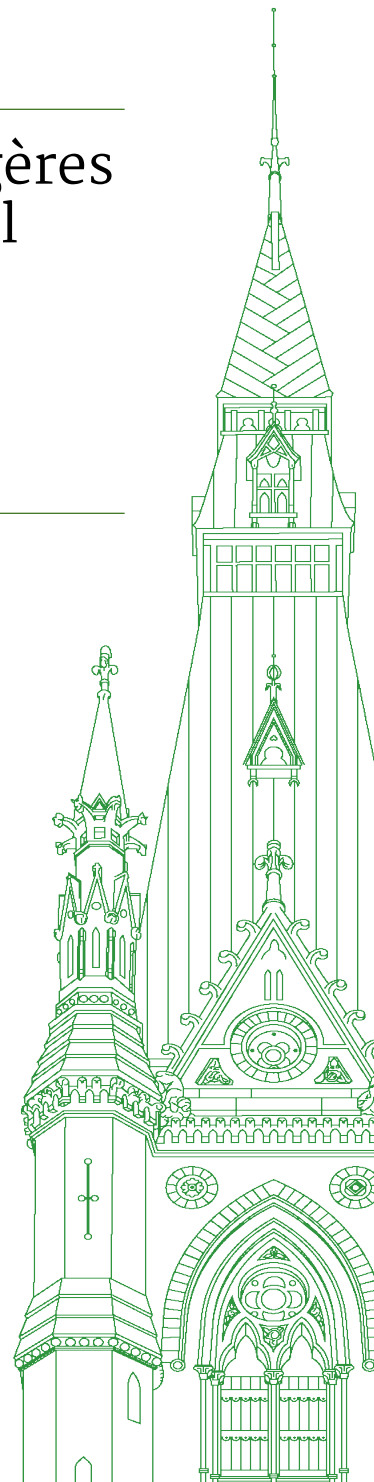
TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 018

PARTIE PUBLIQUE SEULEMENT - PUBLIC PART ONLY

Le mardi 27 janvier 2026

Président : Ahmed Hussen



Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

Le mardi 27 janvier 2026

• (1535)

[Traduction]

Le président (L'hon. Ahmed Hussen (York-Sud—Weston—Ettobicoke, Lib.)): Bonjour à tous.

La séance est ouverte.

Bienvenue à la 18^e réunion du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international de la Chambre des communes.

Conformément à l'article 108(2) du Règlement et à la motion adoptée par le Comité le mardi 23 septembre 2025, le Comité se réunit pour étudier la Stratégie du Canada pour l'Afrique.

[Français]

La réunion d'aujourd'hui se déroule selon le mode hybride, conformément au Règlement. Les membres y participent en personne, dans la salle, ou à distance, au moyen de l'application Zoom.

[Traduction]

Avant de poursuivre, j'aimerais demander à tous les participants en personne de consulter les lignes directrices inscrites sur les cartes qui se trouvent sur la table. Ces mesures sont en place pour aider à prévenir les incidents audio et les retours de son, et pour protéger la santé et la sécurité de tous les participants.

J'aimerais faire quelques observations à l'intention des témoins et des membres du Comité.

Veuillez attendre que je vous nomme avant de prendre la parole. Pour ceux qui participent par vidéoconférence, cliquez sur l'icône du microphone pour activer votre micro, et veuillez vous mettre en sourdine lorsque vous ne parlez pas.

Pour ceux qui utilisent Zoom, au bas de votre écran, vous pouvez choisir le canal d'interprétation qui convient: le parquet, l'anglais ou le français.

Pour ceux qui sont dans la salle, vous pouvez utiliser l'oreillette et sélectionner le canal désiré.

Je vous rappelle que tous les commentaires doivent être adressés à la présidence.

Pour les députés présents dans la salle, si vous souhaitez prendre la parole, veuillez lever la main.

Pour les membres sur Zoom, veuillez utiliser la fonction « Lever la main ». Le greffier et moi-même ferons de notre mieux pour gérer l'ordre des interventions, et nous vous remercions de votre patience et de votre compréhension à cet égard.

J'aimerais à présent souhaiter la bienvenue au groupe de témoins prévu pour la première heure.

Du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, nous avons le plaisir d'accueillir S.E. M. Ben Marc Diendéré, ambassadeur, observateur permanent Union Africaine et envoyé spécial du Canada pour l'Afrique, qui se joint à nous aujourd'hui par vidéoconférence.

Nous accueillons aussi en personne, M. Ryan Clark, Ryan Clark, directeur général, Direction générale de l'Afrique centrale, du Sud et de l'Est, ainsi que Mme Susan Steffen, directrice générale, Direction générale de l'Afrique de l'Ouest et du Maghreb.

Vous disposerez d'un maximum de cinq minutes pour faire votre déclaration préliminaire, après quoi nous passerons aux questions des députés.

J'invite à présent S.E. M. Ben Marc Diendéré à faire une déclaration préliminaire.

[Français]

Je vous souhaite la bienvenue.

S.E. Ben Marc Diendéré (ambassadeur, observateur permanent Union Africaine et envoyé spécial du Canada pour l'Afrique, ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement): Monsieur le président, je voudrais faire une déclaration rapide parce que je suis à Addis-Abeba et qu'il peut y avoir un manque d'électricité d'ici la fin de cette présentation.

Honorables membres du Comité, je vous souhaite à tous une très bonne année à la hauteur de nos enjeux communs, éco-environnementaux et géopolitiques.

Tout d'abord, je tiens à vous remercier de m'avoir invité. Sachez que c'est pour moi un grand plaisir de témoigner en faveur de notre stratégie pour l'Afrique. Au cours des prochaines minutes que vous m'accordez, je vous parlerai de trois points: mon rôle dans la Stratégie du Canada pour l'Afrique, les temps forts de mon mandat en tant qu'envoyé spécial et les faits marquants de mon rôle auprès de l'Union africaine et de sa commission.

[Traduction]

Mesdames et messieurs les membres du Comité, je vais passer au premier point, à savoir la stratégie africaine, et le rôle que j'exerce.

Avant le lancement de cette stratégie, le Comité a souligné l'importance d'améliorer...

Le président: Monsieur l'ambassadeur, pourriez-vous ralentir un peu votre débit afin de faciliter le travail des interprètes, je vous prie?

Je vous remercie.

Ben Marc Diendéré: Merci. Je m'en excuse.

Parmi les recommandations du rapport, il y avait l'appel à l'élaboration d'une stratégie globale pour l'Afrique fondée sur le principe du partenariat, des intérêts mutuels et des priorités communes.

La Stratégie du Canada pour l'Afrique renforce l'importance de bon nombre des recommandations du Comité. Par exemple, le Comité a recommandé la création d'un mécanisme de mobilisation de la diaspora, en accordant une attention particulière aux États fragiles et touchés par des conflits et en améliorant le commerce avec l'Afrique, notamment au moyen d'une mission commerciale de haut niveau.

De nombreuses autres recommandations, comme le soutien à la zone de libre-échange continentale africaine, par l'entremise du Commonwealth, de l'Organisation internationale de la Francophonie et de l'Initiative Elsie, existaient déjà et ont été réaffirmées.

La Stratégie met l'accent sur les partenariats mutuellement avantageux, y compris la coopération économique, la paix et la sécurité, l'engagement avec les communautés de la diaspora africaine et l'aide au développement axée sur la croissance économique et l'emploi chez les jeunes, l'aide humanitaire, et la santé mondiale.

En tant que premier envoyé spécial du Canada pour l'Afrique, je travaille depuis un an à la mise en œuvre de cette stratégie conformément aux sept missions du gouvernement: renforcer notre partenariat avec la plus importante organisation multilatérale du continent, l'Union africaine; promouvoir les intérêts du Canada dans une vaste perspective transversale; et amplifier nos efforts visant à approfondir et à diversifier les relations commerciales avec les pays et les régions clés, en particulier dans les secteurs où le commerce du Canada est démontré en grande capacité.

Chers membres du Comité,

[Français]

Monsieur le président, j'ajouterai que j'ai activement mobilisé les communautés de la diaspora africaine au Canada, ainsi que quelques membres de la société civile. L'un des éléments de mon mandat consistait à travailler en étroite collaboration avec les chefs de mission sur le continent et à les appuyer afin de renforcer notre présence collective. Ils font un travail fantastique à ce titre et cela mérite d'être signalé.

• (1540)

[Traduction]

Pour ce qui est du deuxième point concernant les faits saillants de mes actions en tant qu'envoyé spécial pour l'Afrique, le simple fait d'avoir créé un poste d'envoyé spécial a envoyé un signal aux partenaires africains du Canada selon lequel nous sommes sérieux. De nouvelles portes s'ouvrent pour s'engager activement dans des initiatives continentales liées au commerce et à l'investissement dans des secteurs comme l'énergie, l'exploitation minière, les TI, l'agriculture, l'éducation, la biosécurité, la biosûreté, et l'action climatique.

Permettez-moi de vous donner des exemples concrets qui font avancer nos relations sur le continent africain.

Lors de la foire commerciale intra-africaine à Alger, j'ai participé aux côtés de 16 entreprises canadiennes représentant les industries de l'agrotechnologie, de la défense, de l'intelligence artificielle, du développement maritime, ainsi que les industries créatives.

En juin, j'ai dirigé une délégation de 19 entreprises canadiennes au Forum sur l'énergie en Afrique du Sud, qui s'est tenu au Cap, en Afrique du Sud.

En septembre, lors du Sommet africain sur le climat à Addis-Abeba, j'ai présenté des observations sur l'important partenariat du Canada avec la Banque africaine de développement à l'appui d'importantes initiatives de financement mixte, y compris le soutien aux entreprises agroalimentaires résilientes face aux changements climatiques.

À l'appui des efforts de la diaspora africaine du Canada, j'ai dirigé une délégation à un forum d'investissement de la diaspora au Ghana auquel participaient 10 entreprises et organisations canadiennes.

J'ai été invité au Sommet de financement de l'Angola pour le développement des infrastructures en Afrique à la fin d'octobre, ce qui nous permettra de poursuivre nos efforts plus vastes pour soutenir les projets d'infrastructure stratégique et les chaînes d'approvisionnement mondiales.

Enfin, permettez-moi de vous présenter certains des faits saillants de ma macro-mission.

Nous avons fait des progrès sans précédent pour approfondir nos relations avec la Commission et ses organismes spécialisés. Lors du dernier dialogue de haut niveau de l'Union africaine, le Canada a négocié un protocole d'entente pour approfondir ses domaines de coopération. Mon équipe et moi nous préparons activement au prochain dialogue de haut niveau qui aura lieu cette année.

L'engagement du Canada à l'égard de la conception et de la mise en œuvre de la zone de libre-échange continentale africaine, un projet phare de l'Agenda 2063, est étroitement lié à la collaboration avec l'Union africaine. Dans le cadre d'un partenariat avec la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, le Canada a fourni un soutien important au Centre des politiques commerciales africaines des Nations unies, qui est essentiel pour stimuler l'intégration économique et l'ouverture de nouveaux marchés pour des partenaires comme le Canada.

[Français]

Mesdames et messieurs, je suis particulièrement fier d'avoir contribué, par mon travail et mon engagement personnel, à rehausser le profil du Canada dans la capitale diplomatique qu'est Addis-Abeba, tout en représentant notre pays auprès de l'OTAN comme point de contact d'ambassade. Je suis aussi coprésident du groupe des partenaires des représentants non africains auprès de l'Union africaine.

Nous avons porté notre stratégie, monsieur le président, un pas plus loin, en promouvant nos intérêts mutuels de manière à permettre aux entreprises canadiennes de mieux se positionner devant les nombreuses occasions favorables qui se présenteront à elles sur le plan économique.

Je vous remercie de votre écoute.

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup...

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): Excusez-moi, monsieur le président.

Nous avons été magnanimes à l'égard des difficultés auxquelles le témoin doit faire face concernant la connexion Internet. Cependant, pour la santé et la sécurité de nos interprètes, je suggérerais à nos collègues de ne pas poser beaucoup de questions au témoin. Si nous avons des questions, il est aussi possible de les lui envoyer par écrit, et il pourra y répondre par écrit.

Je dis cela en pensant simplement à la santé et à la sécurité de nos interprètes, parce que la connexion n'est pas super bonne.

[Traduction]

Le président: Je vous remercie de cette intervention.

Nous allons maintenant passer à la première série de questions, avec Mme Rood.

Madame Rood, à vous la parole pour un total de six minutes, je vous prie.

Lianne Rood (Middlesex—London, PCC): Merci beaucoup, monsieur le président.

Je tiens tout d'abord à remercier tous nos invités pour leur présence parmi nous aujourd'hui.

Après 10 ans de dépenses en Afrique, quelle preuve concrète le ministère des Affaires étrangères a-t-il que ce type de mesures financières ont bel et bien fonctionné sur le terrain? Par ailleurs, si certains programmes ne sont pas parvenus à obtenir des résultats concrets, seront-ils supprimés?

[Français]

Ben Marc Diendéré: Monsieur le président, c'est une question très importante, et je crois que beaucoup de Canadiens se posent cette question portant sur l'importance de nos investissements sur le continent.

Beaucoup de choses se sont passées. Je pense que le Canada n'a pas à rougir de sa réponse relativement à son investissement dans le domaine du développement sur le continent. Mes trois années passées ici me permettent de le confirmer.

[Traduction]

Lianne Rood: L'un des témoins peut-il m'indiquer si les mesures d'aide financière du Canada se sont substituées à certaines entreprises locales et à certains investisseurs privés? Le ministère prévoit-il de transférer des fonds destinés à des subventions vers des projets réellement financés par des recettes, et assortis d'un partage des risques? Pourriez-vous nous fournir un exemple concret?

[Français]

Ben Marc Diendéré: Je pense que mes collègues dans la salle pourraient vous donner plus d'information, madame la députée.

Toutefois, comme je le disais tout à l'heure, il n'y a aucune raison pour qu'on rougis de notre investissement. La nouvelle réforme que nous entamons en ce moment concernant notre stratégie pour l'Afrique va nous permettre de déplacer des moyens financiers du développement vers des opérations de financement mixte, mais je laisse répondre à la question mes collègues dans la salle.

• (1545)

[Traduction]

Ryan Clark (directeur général, Direction générale de l'Afrique centrale, du Sud et de l'Est, ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement): Je vous remercie, monsieur Ben Marc.

Notre stratégie d'aide internationale en Afrique comprend le financement de programmes sociaux et de programmes dits productifs. Au cours des dix dernières années, la majeure partie de ce financement a été consacrée à des programmes sociaux, c'est-à-dire à des initiatives dans les domaines de la santé et de l'éducation, dans le cadre desquelles nous avons financé des partenaires canadiens ou internationaux afin d'aider les systèmes de santé ou d'éducation locaux et nationaux. Dans ces cas, les chances que cela remplace tout type d'investissement privé sont extrêmement limitées. En fait, chaque fois que nous trouvons des moyens de mobiliser des investissements dans les secteurs de la santé, nous essayons de le faire dans le cadre de la conception de nos propres projets.

Par ailleurs, nous cherchons à évaluer où et comment nous pouvons mieux utiliser l'aide internationale pour stimuler la croissance économique et mobiliser les investissements et les partenariats, y compris avec des entités canadiennes. Nous avons connu plusieurs réussites dans le secteur agricole, ainsi que dans la transition énergétique grâce à des choses comme les prêts souverains, par exemple. En Afrique du Sud, nous avons prêté de l'argent dans le cadre duquel nous essayons de collaborer avec le gouvernement sud-africain pour qu'il abandonne le charbon tout en créant des possibilités en matière de technologies propres, espérons-le pour les entreprises canadiennes, par exemple. Souvent, nous essayons de nous servir davantage de ce qu'on appelle le financement mixte: un peu de financement public, en l'occurrence notre aide internationale, et un partenariat avec des acteurs du secteur privé afin de stimuler la croissance de l'emploi et les investissements dans différents marchés.

L'un des éléments clés de la stratégie consiste à essayer d'en faire davantage dans ce domaine. Mais dans ces cas-là, nous ne cherchons pas à supplanter les investissements privés. Nous cherchons à les renforcer ou, pour reprendre le terme que nous utilisons, à les « mobiliser ». Il ne s'agit donc pas vraiment de les remplacer. Dans certains cas, ce qu'il faut, c'est une aide internationale pour inciter ou aider à réduire certains risques que de nombreuses entreprises privées peuvent percevoir, qu'ils soient réels ou imaginaires, sur ces marchés. Il existe de nombreux exemples avérés montrant comment l'aide internationale peut être utile dans ce type de circonstances.

Lianne Rood: Pourriez-vous nous expliquer la manière dont vous comptez augmenter les possibilités de financement mixte, et quel est l'objectif principal, le cas échéant?

Ryan Clark: Nous nous sommes effectivement fixé un objectif précis, mais notre stratégie évoque assez ouvertement la nécessité pour le Canada de rechercher des partenariats renforcés fondés sur des intérêts mutuels identifiés, principalement dans le domaine économique, et la manière dont nous utiliserons tous les outils à notre disposition, dont l'un est le financement mixte, qui pourrait prendre la forme d'un financement préférentiel. Il pourrait s'agir simplement d'une subvention, comme la majorité de notre aide internationale, qui sert à créer un environnement plus propice à d'autres investissements ou, comme je l'ai mentionné précédemment, à inciter les capitaux privés à entrer sur un marché particulier ou à investir dans un véhicule particulier, qu'il s'agisse d'un fonds ou d'un projet spécifique.

Lianne Rood: Dans le cadre de la stratégie pour l'Afrique, le Canada conclura-t-il des accords d'achat et des contrats d'approvisionnement à long terme dans les domaines de l'agroalimentaire, et notamment l'énergie et les minéraux essentiels? Qu'est-ce qui empêche la conclusion d'accords aujourd'hui, et comment le ministère s'y prend-il pour éliminer ce type d'obstacles?

[Français]

Ben Marc Diendéré: Madame la députée, j'aimerais intervenir rapidement.

Si je laisse mes collègues répondre à la question, c'est parce que, de mon côté, je n'ai pas de levier en tant qu'envoyé spécial ou comme représentant permanent auprès de l'Union africaine. Ce sont des programmes qui sont propres à notre ministère. Si je ne réponds pas à la question directement et que je laisse mon collègue y répondre, c'est parce que le travail se fait plutôt au niveau du ministère.

Je vais laisser M. Clark répondre.

[Traduction]

Ryan Clark: Je vous remercie, monsieur Ben Marc.

Comme je l'ai mentionné précédemment, une grande partie de notre aide internationale dans le cadre de cette nouvelle stratégie servira à favoriser un environnement plus propice à l'investissement, notamment dans le secteur minier et, par extension, dans certaines régions où se trouvent des minéraux essentiels pour le Canada et nos partenaires du G7, par exemple.

La plupart du temps, ce que nous entendons de la part des entreprises canadiennes, africaines, et à l'international, c'est qu'il est nécessaire d'établir des normes claires, des pratiques commerciales claires, et des mesures visant à réduire la corruption. Les types de projets qui bénéficieraient d'une aide internationale cibleraient les segments de la gouvernance liés à l'exploitation minière et aux minéraux essentiels afin de faciliter l'entrée du secteur privé, y compris nos entreprises minières, dans ces domaines et de les aider à collaborer avec les gouvernements locaux et nationaux pour extraire les ressources du sol et les commercialiser.

● (1550)

Lianne Rood: Je vous remercie.

Le président: La parole est maintenant à Mme Mona Fortier. Vous avez six minutes, je vous prie.

[Français]

L'hon. Mona Fortier (Ottawa—Vanier—Gloucester, Lib.): Merci beaucoup.

Je vous remercie tous d'être ici aujourd'hui.

J'aimerais souhaiter la bienvenue à mon collègue M. Steven Guilbeault, qui se joint à nous également et qui parlera ultérieurement.

Je vous remercie beaucoup, monsieur Diendéré, d'être avec nous aujourd'hui. Je vous en suis très reconnaissante. Votre travail est bien apprécié.

De ce que je comprends, depuis février 2025, depuis bientôt un an, vous occupez le même rôle, mais il faut quand même dire que votre expertise et votre expérience viennent mousser les chances que cette stratégie, annoncée il y a déjà un an, soit mise en œuvre.

J'aimerais rappeler aux gens que votre travail, si je comprends bien, consiste à traduire les objectifs de la stratégie en mesures concrètes. Il s'agit d'approfondir les partenariats économiques, de soutenir les initiatives de paix et de sécurité, de renforcer les liens entre les populations, y compris les communautés de la diaspora africaine au Canada, et de positionner le Canada comme un parte-

naire fiable et engagé à long terme auprès des institutions et des citoyens canadiens.

Maintenant que vous poursuivez cet engagement depuis un an, et considérant le contexte géopolitique actuel et le fait que le Canada veut continuer à diversifier entre autres ses marchés et à travailler sur plusieurs continents, y compris le continent africain, quelles mesures concrètes pourriez-vous recommander au Comité afin que nous puissions à notre tour les inclure dans nos recommandations?

Ben Marc Diendéré: Merci beaucoup, madame la députée. C'est un plaisir de vous retrouver. J'ai souvent eu l'occasion de vous parler. Comme le temps va nous manquer, je vais rapidement vous faire part de quelques avancées.

Depuis un an, nous avons une stratégie pour l'Afrique. Nous avons un engagement sans faille avec l'Union africaine. Cela nous donne accès à tout: aux agences spécialisées de l'Union africaine; à tout ce qui est CDC Africa, c'est-à-dire aux centres africains de contrôle et de prévention des maladies; à la Banque africaine de développement; à la CfCA, soit Connect for Culture Africa. Pour la communauté diplomatique, notre présence ici est devenue une présence réelle. Ce sont des avancées. Je vais même ajouter des choses très simples. Nous avons maintenant des titres d'agrément de transport aérien dans plusieurs pays d'Afrique qui sont en train d'ouvrir leurs voies.

Que devons-nous faire à partir de maintenant? Nous devons nous assurer que nous avons des défenseurs. Il faut que le Canada s'assure qu'il a des défenseurs pour aller sur le terrain, que ce soit dans le domaine de l'agriculture — je le connais très bien parce que j'y ai travaillé —, dans le domaine des télécommunications ou dans d'autres domaines qui intéressent notre pays aujourd'hui. Comme le discours de Davos nous le rappelle, il ne faut pas qu'on s'invente un monde.

L'Union africaine a des projets pour à peu près 3 000 milliards de dollars en ce moment, que ce soit dans le domaine de la construction, dans le domaine de la transformation des chaînes de valeur ou dans la transformation des entreprises. Il n'y a pas un domaine que le Canada ne peut pas exploiter aujourd'hui, que ce soit dans le domaine des TI, que ce soit dans le domaine de l'énergie pétrolière et gazière.

Ce qu'il faut faire, c'est trouver des défenseurs et les faire venir sur le terrain. Il faut les aider à arriver sur les marchés. On a des commissaires qui travaillent en ce moment sur le terrain. Chaque fois que je me suis déplacé avec des représentants d'entreprises, j'ai été surpris de voir combien nous étions esseulés. Ça nous prend beaucoup plus de moyens que ça. Il nous faut des organisations pour suivre pas à pas nos défenseurs et les emmener voir les affaires qui se font au Canada. Nous en avons les moyens.

L'hon. Mona Fortier: Merci.

Je m'adresse à ceux qui travaillent quotidiennement à la stratégie. Voulez-vous ajouter quelque chose? Ça va? D'accord.

Je vais donc poursuivre. Je sais que la connexion Internet est peut-être difficile, mais, si vous pensez à d'autres stratégies ou à des mesures concrètes que le Comité devrait peut-être examiner, n'hésitez pas à nous faire parvenir ces informations à la suite de votre participation d'aujourd'hui. Ce serait vraiment enrichissant pour nous de pouvoir prendre en considération ces mesures.

Dans la circonscription que je représente, plusieurs entreprises de la diaspora africaine jouent un rôle concret sur le terrain. J'ai eu le privilège de participer au Forum international d'affaires Impact Diaspora, il n'y a pas très longtemps, ici, dans ma circonscription. On ne manque pas d'occasions ou d'idées. Toutefois, comment peut-on les concrétiser? Quel déclic, selon vous, ferait qu'on pourrait être actif avec ces champions? Je pense entre autres aux entreprises au Canada qui sont prêtes à faire des affaires avec des entreprises sur le continent africain. Voyez-vous un déclic sur lequel il faudrait mettre l'accent?

• (1555)

Ben Marc Diendéré: Madame la députée, je vous remercie de votre question.

Ça va prendre plusieurs outils pour qu'on y arrive. Le Canada est déjà en retard par rapport à l'Afrique. Il faut faire du rattrapage. Rattraper qui ou quoi, je ne le sais pas. Toutefois, pour l'instant, si nous voulons que nos entreprises soient sur le terrain, il faut que les mesures qui les accompagnent soient interministérielles, comme dans le cas de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique, qui est passée par plusieurs ministères en même temps.

En ce moment, Affaires mondiales Canada a une stratégie pour l'Afrique. Est-ce que les autres ministères sont impliqués? Ce sera un travail de coordination à faire. Il faut trouver une façon pour que tous ceux qui ont quelque chose à vendre, que ce soit le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles ou le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, se mettent ensemble pour le faire. Affaires mondiales Canada ne peut pas le faire seul. Ce ministère fait ce qu'il peut pour amener les choses, et, dans le domaine des affaires, on a souvent réussi sur ce continent. On a amené l'aéronautique ici. On a amené ici de grandes compagnies comme SNC-Lavalin — on s'en souviendra. On a amené CPCS, des compagnies d'ingénierie. On les a toutes. Elles étaient toutes sur ce continent parce que le pays, non seulement Affaires mondiales Canada, mais les institutions que nous avons et les outils financiers que nous avons, les soutenait.

Il faut donc revenir à des outils de soutien, mutualiser nos investissements plutôt que de s'éparpiller à gauche et à droite, aller vers des pays prioritaires, des régions prioritaires et réussir à faire des affaires. Il faut toujours avoir en tête nos entreprises canadiennes. Les diasporas sont là. Elles ont des entreprises en main et elles veulent se développer. Il faut qu'on leur donne des outils, et le Canada est capable de le faire.

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup.

Avant de céder la parole au prochain intervenant, je tiens encore une fois à rappeler à tous nos invités, et particulièrement à Son Excellence, de bien vouloir ralentir le débit afin de faciliter le travail de nos interprètes.

Nous passons maintenant à M. Brunelle-Duceppe.

Vous avez six minutes, je vous prie.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Merci, monsieur le président.

Je remercie nos témoins d'être ici dans le cadre de cette étude extrêmement importante que j'ai eu l'honneur de proposer à ce comité.

J'aimerais connaître l'opinion des témoins. On vient de parler de priorités. Les relations canado-africaines sont-elles une priorité pour le gouvernement actuel et pour M. Carney?

Ne répondez pas tous en même temps.

J'imagine que ces secondes au cours desquelles personne ne répond ne seront pas retranchées de mon temps de parole, monsieur le président.

Ben Marc Diendéré: D'accord, je vais me lancer.

Moi, je suis un gars pragmatique, je viens du monde des affaires, et je peux vous dire qu'à l'heure actuelle, notre gouvernement a de l'intérêt pour l'Afrique.

Il y a six mois, j'en aurais douté à cause de l'urgence du moment, alors que le président au Sud poussait très fort sur notre pays. L'Indo-Pacifique, l'Europe et l'Amérique avaient pris le dessus sur la conversation concernant l'Afrique. J'ai moi-même eu l'occasion d'interpeller le gouvernement là-dessus.

Aujourd'hui, je peux vous dire qu'on assiste à une mobilisation vraiment récente du gouvernement sur la question africaine, et je pense que c'est important.

Alexis Brunelle-Duceppe: C'est donc depuis six mois.

Combien de missions M. Carney a-t-il effectuées en Afrique depuis son élection?

Ben Marc Diendéré: Je vais vous en mentionner deux qui sont réelles: une pour la paix et la sécurité en Égypte, et la rencontre du G20 en Afrique du Sud. Il pourrait en faire plus, mais, pour l'instant, je pense que le premier ministre avait beaucoup plus...

Alexis Brunelle-Duceppe: Il n'y a donc pas eu de rencontre bilatérale, contrairement à...

Ben Marc Diendéré: Il n'y en a pas eu sur le continent.

Alexis Brunelle-Duceppe: D'accord. C'est fantastique.

La Stratégie du Canada pour l'Afrique a été publiée avec un an de retard sur ce que devait être le calendrier, juste avant un déclenchement d'élection.

Le ministère peut-il nous expliquer le moment choisi de sa publication? Je pense qu'il y travaille au quotidien. Quelqu'un peut-il nous dire pourquoi on a choisi ce moment-là pour publier la Stratégie sur l'Afrique?

• (1600)

[Traduction]

Ryan Clark: Monsieur le président, je ne suis pas en mesure de commenter la décision du gouvernement quant au moment de la présentation de cette stratégie.

Je peux indiquer que M. Diendéré, Mme Steffen, plusieurs fonctionnaires, et moi-même avons passé beaucoup de temps à consulter les partenaires et à discuter avec eux pour établir la stratégie et qu'ils étaient très heureux de sa présentation.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Par le passé, j'ai eu la chance de participer à des missions au Cameroun, au Rwanda et au Kenya. Évidemment, j'y ai rencontré beaucoup de gens de la société civile, des élus aussi et des ONG, bien entendu, qui nous disaient qu'ils ressentait sur le terrain l'absence du Canada comparativement à ce que ça avait déjà été. Je ne suis pas un admirateur de Jean Chrétien, vous en conviendrez, mais, quand même, il a eu la volonté de resserrer les liens avec l'Afrique.

Ce qui est en train de se passer présentement, c'est que les gens sur le terrain en Afrique nous disent — ce n'est pas moi qui l'invente — qu'ils sentent carrément une absence du Canada par rapport à ce que ça a déjà été.

La publication d'un document de 20 pages sur la stratégie en Afrique va-t-elle vraiment... D'ailleurs la dernière page, la vingtième, page sert à prendre des notes; on peut donc parler de 19 pages.

Est-ce vraiment avec un document de 19 pages sur la stratégie en Afrique qu'on va rassurer les gens présentement sur le terrain en Afrique?

Ben Marc Diendéré: Monsieur le député, je vous remercie de votre question.

J'ai moi-même eu l'occasion de faire face à des critiques de toutes sortes du grand public et de la diaspora en ce qui concerne l'intensité ou la pertinence de cette stratégie. Que ça ait été fait à un bon moment ou non, j'ai toujours dit que cette stratégie était le point de départ d'une conversation pour bâtir des ponts réels entre le Canada et les 54 pays africains.

Selon moi, une stratégie n'est pas un fourre-tout. Cette stratégie a été publiée après de trois à quatre ans de travail. Il y a eu des consultations. Moi-même, j'en ai fait avec des ministres des Finances, des ministres des Énergies, et plusieurs éléments de la communauté et de la diaspora ont travaillé à trouver un terrain commun. Je suis très content de ce qu'on a fait jusqu'ici, mais une stratégie n'est pas un fourre-tout, c'est le départ d'une action. C'est là que nous sommes en ce moment.

Alexis Brunelle-Duceppe: Je suis d'accord avec vous. C'est quand même le continent qui regroupe le plus de pays de tous les continents, soit 54. Malgré cela, il n'y a toujours pas eu de visite bilatérale entre le Canada et un de ces pays, malheureusement.

Cela dit, on ne peut pas non plus ignorer la nouvelle vision du gouvernement Carney en matière de coopération internationale. Ce qu'on nous dit, c'est qu'il faut absolument lier la coopération internationale à l'économie, tout en réduisant le budget de l'aide internationale.

Pense-t-on vraiment qu'en réduisant le budget de l'aide internationale, on va atteindre les objectifs qu'on s'est fixés pour ce qui est de la Stratégie du Canada en Afrique? Le pensez-vous vraiment, oui ou non, Votre Excellence?

Ben Marc Diendéré: Le Canada n'est pas le seul pays à avoir réduit ses investissements en matière de développement.

Je dois vous dire une deuxième chose: les Africains n'attendent plus d'aide au développement, ils attendent de l'investissement. Ce qu'on est en train de faire en ce moment, c'est trouver le lien pour faire la transition entre les investissements dans le développement

et les amener dans la coopération économique. C'est ce que les pays membres de l'Union africaine demandent en ce moment.

Selon moi, ce n'est pas dans le débat sur les coupes dans le budget en matière de développement que les choses se passent en ce moment. Je pense qu'on cherche plutôt un équilibre dans les moyens qu'on avait jusqu'à présent pour les envoyer dans des investissements pour que ça puisse bénéficier à la fois aux pays africains et au Canada.

Alexis Brunelle-Duceppe: Vous nous dites donc que l'Afrique n'attend plus rien en matière d'aide internationale.

Cela dit, plusieurs ONG qui sont sur le terrain en Afrique nous disent le contraire, mais c'est votre vision des choses et je la respecte.

Je ne manque pas de temps, monsieur le président, n'est-ce pas? C'est une conversation très intéressante.

Ce que vous me dites, c'est que, comme les autres pays réduisent leur budget en matière d'aide internationale, il est tout à fait logique que le Canada fasse de même. C'est ce que je comprends de votre position, monsieur le représentant du Canada.

• (1605)

Ben Marc Diendéré: Non, ce n'est pas comme ça que vous devez interpréter ma réponse, monsieur le député. Je voulais dire...

[Traduction]

Le président: Je vous remercie.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Merci, monsieur le président.

[Traduction]

Le président: Nous allons à présent passer à la deuxième série de questions, en commençant par Michael Chong.

Monsieur Chong, vous avez cinq minutes, je vous prie.

L'hon. Michael Chong (Wellington—Halton Hills-Nord, PCC): Je tiens d'abord à remercier nos invités pour leur présence parmi nous aujourd'hui. J'ai quelques brèves questions.

Monsieur Diendéré, vous avez été nommé envoyé spécial du Canada pour l'Afrique. Avant cela, vous aviez occupé le poste d'observateur permanent pour l'Union africaine.

Pourriez-vous indiquer aux membres du Comité combien d'employés recrutés sur place et combien d'employés canadiens permanents vous avez embauchés pour vous soutenir dans votre travail?

Ben Marc Diendéré: Mon équipe comprend un employé basé au Canada, ainsi qu'un conseiller politique recruté sur place. Et voilà, c'est tout.

L'autre partie de mon équipe vient d'Ottawa. Je dois compter sur l'équipe à Ottawa pour m'aider à faire mon travail. Par ailleurs, avec l'équipe sur le terrain, nous avons des chefs de mission partout sur le continent. C'est ainsi que nous fonctionnons en ce moment.

[Français]

L'hon. Michael Chong: Le gouvernement a dit qu'il voulait établir un haut-commissariat en Zambie et une ambassade au Bénin.

Où en sont ces deux engagements?

Ben Marc Diendéré: Je peux vous donner un début de réponse, mais je laisserai mon collègue M. Clark vous répondre.

Ce sont deux pays importants pour l'Afrique, à ce stade-ci. La Zambie l'est en raison de sa situation géographique et de tous les investissements. Je sais que les questions des chaînes d'approvisionnement et de l'industrialisation vous intéressent. En effet, la Zambie est un carrefour important.

Pour sa part, le Bénin est dans la zone de l'Afrique de l'Ouest, qui, géographiquement, est une zone portuaire. Il est également un pays qui a une certaine stabilité démocratique. Il est à côté des pays de l'AES, soit l'Alliance des États du Sahel. À mon avis, il y a un atout à avoir ces deux pays.

Je laisse maintenant mon collègue M. Clark vous répondre.

[Traduction]

L'hon. Michael Chong: Auriez-vous quelque chose à ajouter?

Susan Steffen (directrice générale, Direction générale de l'Afrique de l'Ouest et du Maghreb, ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement): Ce que je peux ajouter à cela, c'est qu'avec de grandes décisions comme celle-ci, il faut un certain temps pour mettre de l'ordre dans tout cela, mais nous avons très hâte d'inaugurer notre ambassade au Bénin sous peu. Je crois que c'est aussi le cas en Zambie.

Je sais que mon collègue peut vous en dire un peu plus sur la Zambie.

L'hon. Michael Chong: Je suppose que « sous peu » signifie au cours de cette année.

J'ai encore quelques brèves questions.

La Stratégie du Canada en Afrique fait référence à une mission commerciale de haut niveau en Afrique pour donner la priorité à l'innovation, aux minéraux critiques et aux infrastructures. Quand cette mission commerciale aura-t-elle lieu?

Ben Marc Diendéré: Madame Steffen, souhaitez-vous que j'intervienne?

Susan Steffen: Allez-y, s'il vous plaît.

Ben Marc Diendéré: Nous prévoyons plusieurs missions commerciales sur le continent africain. Cette année, par exemple, nous menons une mission continentale sur l'IA. Nous menons également une mission d'envergure mondiale en matière de santé, ainsi qu'une mission concernant les minéraux critiques. Enfin, une mission, l'Indaba, est prévue dès février en Afrique du Sud, portant sur l'exploitation minière. Comme vous êtes à même de le constater, plusieurs missions sont prévues ou en cours un peu partout sur le continent africain.

Comme vous le savez, l'Union africaine a mis en place une stratégie continentale concernant plusieurs grands dossiers, notamment l'énergie, la santé mondiale, l'eau, et l'économie bleue. Nous prévoyons participer à toutes les discussions sur ces enjeux, bien que nous ne pourrions évidemment pas être partout en même temps. Pour des motifs d'ordre stratégique, nous comptons prioriser les domaines suivants: l'exploitation minière, l'énergie, l'économie bleue, et la santé mondiale.

L'hon. Michael Chong: Comment mesurons-nous les progrès attribuables à la stratégie pour l'Afrique? Est-ce qu'on se servira des rapports sur les résultats ministériels pour analyser les avancées, ou un processus distinct s'ajoutera-t-il à cette analyse?

Je pose la question parce que le gouvernement est en train de modifier la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique, si j'ai bien

compris. Je crois comprendre qu'il ne s'adonne pas au même exercice pour la stratégie pour l'Afrique, alors nous en sommes maintenant à la mise en œuvre.

Comment mesurons-nous les résultats de la stratégie?

● (1610)

Le président: Veuillez répondre brièvement, s'il vous plaît.

Susan Steffen: Je peux répondre rapidement.

En effet, je pense que le rapport ministériel sur le rendement et le rapport sur les résultats ministériels seront les meilleures sources d'information à ce sujet.

Je ne me sens pas en mesure de me prononcer sur la Stratégie pour l'Indo-Pacifique et sur ce qui se fait de ce côté.

Le président: Merci.

L'hon. Michael Chong: C'est donc dans le rapport sur les résultats ministériels que nous trouverons ces réponses.

D'accord, merci.

Le président: Merci beaucoup.

Nous accueillons maintenant notre nouveau collègue qui se joint au Comité.

Bienvenue, monsieur Guilbeault. Vous avez cinq minutes pour poser vos questions.

[Français]

L'hon. Steven Guilbeault (Laurier—Sainte-Marie, Lib.): Merci beaucoup, monsieur le président.

Chers collègues, je suis très heureux de me joindre à ce comité.

Je remercie également nos invités.

Je commencerai par vous poser quelques questions, monsieur Diendéré. D'abord, je vous remercie de vous joindre à nous, car il doit être près de minuit chez vous. Mes questions s'apparentent à celles de mon collègue du Bloc québécois sur la question de l'aide internationale. J'aimerais seulement ajouter que, évidemment, depuis plusieurs années, au-delà de l'aide internationale, il y a aussi des efforts ciblés, par exemple sur la question des changements climatiques. En effet, au cours des cinq dernières années, le Canada a versé 5 milliards de dollars en vertu de l'Accord de Paris, et presque un demi-milliard de dollars sur la question de la nature.

À votre avis, monsieur Diendéré, avec le retrait massif des États-Unis de l'aide internationale, que nous déplorons toutes et tous, y a-t-il des « opportunités », si on peut utiliser cette expression, pour que le Canada puisse jouer un rôle plus important dans certains secteurs clés où ce retrait des Américains peut mener à une augmentation de l'insécurité, notamment sur le continent africain, mais qui pourrait, évidemment, déborder beaucoup le continent?

Ben Marc Diendéré: Monsieur le député, je vous remercie de la question.

J'ai une maxime très simple. Nous ne pouvons pas remplacer l'aide des Américains, nous ne pouvons imaginer pouvoir le faire. Cependant, nous pouvons bien faire ce que nous avons à faire. Nous pouvons faire des investissements dans ce domaine, et le Canada a été très actif dans le domaine des changements climatiques. Il a accompagné des organisations comme le Global Green Growth Institute, ou GGGI, et un groupe comme l'ARC, soit l'African Risk Capacity, qui aide les entreprises, les pays à s'adapter aux changements climatiques. Nous avons fait de vrais investissements ici, mis en place de vrais atouts pour nous attaquer à la question climatique. Toutefois, et j'en suis désolé mais, je ne veux pas mettre des lunettes roses, nous ne pouvons remplacer l'aide américaine. Nous n'avons pas les moyens de le faire. Il y avait déjà eu une érosion de l'aide au développement. C'est ce que j'essayais de dire à M. Brunelle-Duceppe tout à l'heure.

L'érosion ne veut pas dire qu'il ne faut pas investir, mais plutôt qu'il faut maintenant être plus créatifs. On ne peut plus continuer à faire ce que l'on faisait, et les Africains, eux-mêmes, travaillent déjà très fort pour apporter des changements. Vous serez très heureux de voir les technologies qu'ils emploient, les méthodes qu'ils utilisent en ce moment pour s'adapter aux changements climatiques et traverser les crises climatiques que, généralement, ils n'ont pas provoquées. Ces crises viennent d'ailleurs et leur imposent des conditions incroyables.

Je vous donne rapidement un dernier exemple. J'ai déjà entendu un ministre des Finances me dire que, pendant qu'ils essaient de se relever de la plus récente crise climatique, que ce soit une inondation ou une sécheresse, il s'en produit une autre. On demande ensuite à ce même pays d'avoir des hôpitaux, des écoles qui fonctionnent, des technologies et ainsi de suite. Dans la situation actuelle, le Canada peut apporter son aide, et pas seulement parce qu'il doit faire de l'aide au développement. Le Canada peut participer à cette reconstruction, et même faire des affaires. C'est ce que j'essaie de promouvoir. Dans le domaine des changements climatiques, personne n'a la science infuse, il faut juste que nous soyons tous créatifs et que nous mettions la main à la pâte.

L'hon. Steven Guilbeault: Merci beaucoup. Je suis effectivement d'accord avec vous pour ce qui est de la synergie entre, d'une part, l'aide au développement, que ce soit dans des domaines plus traditionnels comme l'éducation ou la santé, et, d'autre part, ce que nous faisons en matière de climat et de protection de la nature.

Par ailleurs, les investissements et le secteur privé peuvent aussi jouer un rôle. On parlait de finances créatives, où les investissements du secteur public peuvent générer des investissements supplémentaires. Tout à l'heure, j'aurai des questions sur ce sujet à poser à Mme Kerr, de l'Institut de financement du développement Canada, soit FinDev Canada, qui vient juste d'arriver.

Vous êtes allé au-devant de ma deuxième question en parlant des répercussions des changements climatiques sur le continent africain. Il y a énormément d'efforts à faire en matière d'adaptation et de résilience et beaucoup de compagnies canadiennes ont développé des technologies dans toutes sortes de domaines. Par exemple, on peut parler d'investissements dans le secteur de la biodiversité qui vont permettre d'augmenter la résilience à certains effets des changements climatiques; on pense aux inondations, aux sécheresses, à l'augmentation du niveau de la mer.

Monsieur Diendéré, pourriez-vous nous parler de ce lien entre l'aide internationale pour le climat ou la nature et les possibilités

d'affaires pour des entreprises canadiennes qui viendront en aide aux résidents et résidentes du continent africain?

• (1615)

[Traduction]

Le président: Votre réponse doit être très brève, malheureusement, en raison des contraintes de temps.

[Français]

Ben Marc Diendéré: Je vais vous donner un exemple qui résume tout ce que vous dites.

Quand j'étais à la Semaine africaine de l'énergie 2025 à Cape Town, en Afrique du Sud, j'ai rencontré les représentants d'une compagnie canadienne. Faites une recherche sur Internet, si vous en avez l'occasion. Elle a planté des cactus dans le désert namibien afin de produire de l'énergie pour des mines. C'est fort, ce que je viens de vous dire. Elle produit de l'énergie à partir des cactus plantés dans un désert, et ce, pour des compagnies minières. En fait, il s'agit d'un lien entre les entreprises et les affaires.

[Traduction]

Le président: Merci.

Monsieur Brunelle-Duceppe, vous avez deux minutes et demie.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Merci, monsieur le président.

Monsieur Diendéré, c'est fort intéressant, et nous allons faire cette recherche sur Internet. Ça m'intéresse énormément.

Je voudrais vous parler du dossier de la Francophonie.

Certains nous disent que l'avenir de la Francophonie, entre autres choses, se trouve en Afrique. Cela dit, pouvez-vous nous dire comment vous évaluez présentement la place du Canada au sein de la Francophonie? Y a-t-il des démarches de votre part qui sont faites dans ce dossier précisément?

Ben Marc Diendéré: Monsieur le député, je vais vous répondre du point de vue de mon rôle à l'Union africaine. Nous avons une ambassadrice de l'OIF, soit l'Organisation internationale de la Francophonie, au sein de l'Union africaine, et nous travaillons en étroite collaboration avec elle.

Vous avez raison de le dire: le plus grand pays francophone au monde s'appelle la République démocratique du Congo. Qu'on le veuille ou non, c'est là qu'on trouve le plus grand nombre de locuteurs francophones. En ce qui concerne la Francophonie, il y a plus de 30 pays francophones sur le continent africain.

Pour nous, les francophones de l'Amérique du Nord, ça reste un continent formidable où il faut accélérer les échanges culturels et les échanges d'affaires. L'Afrique est un marché réel pour ceux qui sont de la Francophonie. C'est la même chose pour le Commonwealth. Pour la Francophonie, c'en est un qui est très tangible. Oui, nous sommes très actifs ici.

Alexis Brunelle-Duceppe: Ma question est plutôt la suivante: comment évaluez-vous la place du Canada au sein de la Francophonie, particulièrement quant aux relations canado-africaines?

Nous sommes d'accord sur toute la ligne: j'ai dit un peu la même chose que vous avant de vous poser la question.

Ben Marc Diendéré: Monsieur le député, je vais faire ça très vite pour que vous ne perdiez pas de temps de parole. Nous avons beaucoup d'échanges avec nos étudiants et nos gens d'affaires. Il faut les renforcer.

Comment le Canada se comporte-t-il? Je pense que le Canada peut en faire encore un peu plus. Toutefois, je ne suis pas responsable de cette organisation.

Selon ce que je vois sur le continent avec notre diaspora francophone, nous avons un énorme poids. C'est un rôle à ne pas négliger quand on est Canadien et francophone.

Alexis Brunelle-Duceppe: Je comprends que vous n'êtes pas l'ambassadeur de l'Organisation internationale de la Francophonie, l'OIF, mais vous avez quand même un rôle important et de nombreux liens avec elle. Le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont quitté l'OIF. Présentement, constatez-vous des conséquences pour ces pays qui ont quitté l'Organisation?

Ben Marc Diendéré: L'enjeu des pays qui quittent les organisations internationales ne se limite pas seulement à l'OIF. Beaucoup d'institutions ont fermé et ont quitté l'OIF.

Pour l'instant, trois pays ont quitté le Sahel. Nous avons un envoyé spécial pour le Sahel et il pourrait vous en parler un peu plus en détail. Cependant, je peux vous dire que la Guinée vient de réintégrer l'OIF après avoir fait une transition de son côté. Je pense qu'il y a des discussions en cours pour voir quel mécanisme établir avec ces trois pays qui sont totalement francophones, soit le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Cela pourrait être très intéressant.

C'est la réponse la plus courte que je peux vous donner aujourd'hui.

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup.

Chers collègues et témoins, avant de donner la parole à M. Aboultaif, je veux vous rappeler de ralentir votre débit pour aider les interprètes et protéger leur santé et leur sécurité.

Monsieur Aboultaif, vous disposez de cinq minutes.

• (1620)

Ziad Aboultaif (Edmonton Manning, PCC): Merci, monsieur le président.

Bienvenue à vous, Votre Excellence, ainsi qu'à l'équipe.

Votre Excellence, si vous deviez nommer trois priorités que vous vous étiez fixées en acceptant ce poste, quelles seraient-elles?

Ben Marc Diendéré: Je veux que notre pays s'inscrive dans un grand mouvement. Aujourd'hui, tout le monde est en Afrique. Nous devons en être conscients. Nous devons le garder à l'esprit. Le continent représente un marché de 1,3 milliard de personnes.

Ziad Aboultaif: Merci de la réponse.

Voulez-vous ajouter autre chose? Je vous demandais trois priorités.

Ben Marc Diendéré: Oui. La deuxième, selon moi, c'est d'avoir confiance en nous. Nos entreprises doivent être en Afrique. Nous pouvons faire beaucoup d'affaires sur ce continent. Nous pouvons y arriver. Nous sommes Canadiens.

Troisièmement, il faudrait au moins poursuivre la conversation sur la diversification des marchés. Nous devons ajouter l'Afrique à

la liste. Nous ne pouvons pas nous contenter de considérer l'Afrique pour demain. Il faut tenir compte de l'Afrique dès aujourd'hui; c'est le continent du moment. Tout le monde est en Afrique. Les États du Golfe y sont, tout comme la Chine, l'Inde et la Turquie. Pourquoi pas nous? Nous devons venir sur le continent.

Ziad Aboultaif: Je sais que vous avez dit qu'on ne peut pas seulement compter sur la stratégie, et je suis d'accord avec vous. Cependant, il faut reconnaître qu'on se heurte à des obstacles quand on veut faire des affaires en Afrique. Il peut s'agir de la compétitivité, de la volonté de conclure des marchés, du degré de préparation à faire des affaires ou du manque de soutien gouvernemental. Croyez-vous que tous ces obstacles freinent encore les entreprises canadiennes pour percer le marché africain?

Ben Marc Diendéré: Je viens du secteur privé. Pourquoi les Chinois sont-ils ici? Et les Japonais? Pourquoi toutes les entreprises se rendent-elles en Afrique, et pas les entreprises canadiennes? Sommes-nous les seuls à voir les obstacles? Nous devons nous réveiller. Le monde est ce qu'il est. Il se peut que quelqu'un ne veuille pas faire des affaires en Afrique, soit, mais beaucoup d'entreprises veulent être présentes sur le continent. Nous devons aider celles qui le souhaitent. Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour les amener en Afrique.

[Français]

Pour votre information, le dernier recensement que j'ai fait concerne plus de 1 000 compagnies qui ont fait des affaires à un moment donné.

[Traduction]

Plus de 1 000 entreprises et organisations ont demandé l'aide des délégués commerciaux. Cela fait beaucoup d'entreprises et d'organisations. C'est donc dire que nous sommes déjà en Afrique. Ce qui manque, c'est l'argent pour encourager les organisations qui veulent être des championnes en Afrique. Bon nombre de nos entreprises se trouvent déjà sur le continent, alors il faut agir pour les aider.

Ziad Aboultaif: Recevez-vous suffisamment de soutien, dans votre rôle d'ambassadeur, pour faire le travail — je parle de soutien de la part du gouvernement —, organiser des voyages d'affaires et amener les délégations canadiennes dans le marché africain? Elles ne sont pas en mesure de le faire seules, et elles ne se portent pas volontaires pour le faire seules parce que certaines se concentrent sur différents marchés. Croyez-vous avoir suffisamment de ressources pour mener à bien ce projet de percer le marché et d'assurer une présence concurrentielle pour les entreprises canadiennes en Afrique?

Ben Marc Diendéré: Oui, j'ai besoin de ressources et de bande passante. Le ministère fait tout ce qu'il peut pour m'aider à faire mon travail. Je suis fier de nos réalisations. Je suis le seul envoyé spécial pour l'ensemble du continent. Le Canada est le seul pays à avoir un envoyé spécial, et tout le monde nous considère actuellement comme des pionniers en ce sens.

Grâce à ce rôle, quelqu'un d'autre que le personnel de nos 28 ambassades ici, y compris mon organisation, peut parcourir le continent et faire des affaires. Nous avons un peu de pouvoir. Nous devons faire preuve de créativité, alors effectivement, j'ai besoin de plus de moyens. J'ai besoin de plus de bande passante. Je fais mon travail avec ce que le gouvernement est prêt à nous donner, à moi et au ministère. À l'heure actuelle, je peux dire que nous sommes mobilisés pour que le projet porte ses fruits.

Ziad Aboultaif: Votre histoire me brise le cœur parce que j'ai fait des affaires dans les années 1990 au Moyen-Orient et en Afrique du Nord et je comprends ce que vous décrivez.

Pensez-vous que nous sommes assez sérieux pour pénétrer ce marché, nous y lancer et réellement faire des affaires en Afrique, oui ou non? Vivons-nous encore dans le passé, dans la croyance que l'Afrique n'est bonne que pour recevoir de l'aide au développement international, et que c'est suffisant? L'Afrique a besoin d'un partenariat avec nous, et je ne pense pas que nous prenions suffisamment de mesures pour en conclure un.

Croyez-vous que nous agissons avec suffisamment de sérieux?

• (1625)

Le président: Veuillez répondre très brièvement, s'il vous plaît. Merci.

Ben Marc Diendéré: À tout le moins, moi, je suis sérieux. J'ai consacré trois ans de ma vie à ce projet. Je travaillais dans le secteur privé où je gagnais un bon salaire. J'ai quitté mon monde pour occuper ce poste.

Ziad Aboultaif: Je ne parle pas de vous.

Ben Marc Diendéré: Pour moi, du moins, il est très important que je le dise. Je prends ma participation et mon association à ce projet avec le ministère très au sérieux, mais nous devons encore déterminer la façon de nous y prendre. Cette réflexion s'inscrit donc dans la prochaine étape de la stratégie.

Ziad Aboultaif: Merci.

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à Mme Vandenberg.

Vous avez cinq minutes.

Anita Vandenberg (Ottawa-Ouest—Nepean, Lib.): Merci.

Votre Excellence l'ambassadeur Diendéré, merci énormément de votre témoignage et de votre travail. J'aime beaucoup ce que vous avez dit, à savoir que tout le monde est en Afrique. Bien franchement, je pense que c'est ainsi que nous devrions intituler notre rapport.

J'ai noté certains des pays que vous avez mentionnés. Nous savons que nous traversons actuellement une nouvelle période de concurrence géopolitique. L'Afrique est vraiment la frontière de ce monde concurrentiel. Certains des pays que vous avez mentionnés ne sont pas tellement engagés et mineraient même certaines des démocraties africaines.

Lorsqu'il est question de sécurité, de partenaires économiques et de diversification de nos partenaires, on constate qu'il est beaucoup plus facile de collaborer avec des pays démocratiques. Je me demande dans quelle mesure votre travail porte sur cet enjeu et la bonne gouvernance, et dans quel volet de votre mandat il en est question. Y a-t-il un domaine où le Canada pourrait peut-être en faire davantage?

Ben Marc Diendéré: Je vous remercie de votre engagement envers les femmes, la paix et la sécurité. J'écoute ce que vous avez à dire à ce sujet.

La bonne gouvernance est primordiale. Ce continent compte 54 pays. Comme j'aime le rappeler, quand on est en Éthiopie, on a six voisins; dans un pays comme le Burkina Faso, on en a cinq. Étant donné les migrations et l'imbrication des économies, on peut s'attendre à connaître des difficultés à un moment donné. Cela dit,

le gouvernement tire très bien son épingle du jeu en ce moment en Afrique. La situation pose problème à quelques endroits, mais le Canada coopère tout de même très bien avec les pays.

Nous pourrions avoir plus de partenaires. Les pays nordiques pourraient être nos partenaires. Faisons preuve de créativité. Le Canada pourrait s'unir à un pays nordique et, par exemple, au Burkina Faso. Ou encore, on pourrait choisir un autre pays pour former un trio avec la Norvège et la Côte d'Ivoire. Nous pourrions nous unir au Qatar et à un autre pays. Il y a moyen d'œuvrer ici tout en prônant notre valeur canadienne qui consiste à protéger les populations et tout en veillant à ce que le continent regorge de ressources plutôt que d'être marqué par le désarroi perpétuel et...

[Français]

Vous le savez, dès que de l'argent ou des mines, par exemple, sont impliqués, la population est toujours dans le pétrin.

[Traduction]

Nous devons protéger notre population grâce à nos partenariats d'investissement et nous assurer que, chaque fois que nous concluons un partenariat, toutes les parties appliquent à tout le moins les mêmes règles. Ainsi, nous pourrions faire partie de partenariats où tout le monde — les autres pays et nous — y trouve son compte.

Anita Vandenberg: Merci beaucoup.

Je vous remercie d'avoir mentionné les femmes, la paix et la sécurité, car nous savons que, sans les femmes — et en particulier sans l'émancipation économique des femmes, et sans la participation des femmes à la reconstruction après les conflits et à la prévention des conflits —, nous ne parviendrons pas à atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés dans nos partenariats ou en Afrique.

Pourriez-vous nous en dire un peu plus sur le rôle que le Canada pourrait jouer en ce sens?

Ben Marc Diendéré: Merci, madame la députée.

Je suis le fils de ma mère et je suis né sur ce continent. Je connais le sort des Africaines. Je travaille très fort avec l'envoyée spéciale pour les femmes de l'Union africaine, Son Excellence Mulamula. Nous travaillons à l'Initiative Elsie et à la paix et la sécurité. Nous voulons qu'il y ait partout — d'ailleurs, au cours des deux prochaines semaines, le sommet de l'Union africaine se tiendra ici — un dialogue en haut lieu sur l'agriculture, les femmes et l'entrepreneuriat.

Je maintiens la cadence. Je tiens les femmes au courant des discussions. L'une de mes meilleures amies ici s'appelle Maria et a [difficultés techniques] à Addis-Abeba. Maria [difficultés techniques] travailler tout le temps pour qu'ils puissent réintégrer la société après les épreuves qu'ils ont traversées.

Nous nous en tirons très bien et [difficultés techniques]. Je suis fier de pouvoir dire que le Canada est au premier plan dans ce dossier, et qu'il y restera, parce que les femmes sont le pilier de l'Afrique.

• (1630)

Anita Vandenberg: J'ai d'ailleurs assisté au sommet Dakar 2 sur l'alimentation, où l'enthousiasme était palpable. C'était juste avant votre nomination. Nous l'avions annoncée, mais vous n'étiez pas encore en poste. C'était il y a trois ans.

Je me demande quelles sont, selon vous, les plus grandes réalisations rendues possibles par la présence d'un ambassadeur se consacrant à la région, d'un observateur permanent à l'Union africaine. Quelles sont les plus grandes réalisations des trois dernières années?

Ben Marc Diendéré: Seuls cinq pays ont deux ambassadeurs à Addis-Abeba: les États-Unis, le Canada, l'Italie, le Japon et la Suisse. Peu de pays collaborent concrètement avec l'Union africaine au quotidien.

Je ne peux pas imaginer le rôle du dernier ambassadeur qui devait s'acquitter de ces deux tâches parce que le dossier accapare une si grande partie de mon temps. L'organisation compte 54 pays. Imaginez! J'ai beaucoup de pain sur la planche.

Le président: Merci, Votre Excellence, et merci également, bien sûr, aux fonctionnaires, pour votre comparution devant le Comité.

Nous allons maintenant suspendre brièvement la séance pour nous préparer à accueillir le prochain groupe de témoins.

• (1630) _____ (Pause) _____

• (1635)

• (1640)

Le président: La séance est ouverte.

J'aimerais maintenant souhaiter la bienvenue à notre témoin pour la deuxième heure. Nous accueillons Mme Lori Kerr, cheffe de la direction de l'Institut de financement du développement du Canada.

Nous devons également recevoir Garreth Bloor, président de la Chambre de commerce Canada-Afrique, qui s'est grandement efforcé de se joindre à nous, mais qui a eu des problèmes de vol imprévu. Il n'a pas pu faire le voyage vers Ottawa. Malgré ces pépins, il a pris les dispositions nécessaires avec notre greffier plus tôt aujourd'hui pour participer à la réunion par vidéoconférence, mais il n'a pas pu se joindre à nous. Il envoie ses excuses.

J'invite maintenant Mme Lori Kerr à prononcer sa déclaration préliminaire.

Lori Kerr (cheffe de la direction, Institut de financement du développement Canada (IFDC) Inc.): Merci, monsieur le président et mesdames et messieurs les membres du Comité, de m'avoir invitée à comparaître aujourd'hui.

Bonjour.

Au nom de FinDev Canada, c'est un privilège de vous en apprendre davantage sur mon organisation et sur ce que nous accomplissons en Afrique conformément à la Stratégie du Canada pour l'Afrique.

FinDev Canada est l'organisation canadienne bilatérale pour le financement du développement. Elle a été créée en 2018 en tant que filiale en propriété exclusive d'Exportation et développement Canada.

Nous soutenons le développement par l'entremise du secteur privé en fournissant du financement, des investissements et des solutions de financement mixte, ainsi que de l'assistance technique. Notre objectif est de soutenir une croissance durable et inclusive dans les marchés émergents et les économies en développement.

Notre organisation a été créée en complément de l'éventail d'outils que le Canada a mis en place pour relever les défis importants

en matière de développement que connaissent ces marchés. L'accent est mis sur le soutien de la croissance et de la prospérité par l'entremise du secteur privé.

[Français]

Depuis sa création, FinDev Canada a conclu des contrats auprès de plus de 59 clients pour plus de 2,9 milliards de dollars d'investissements.

[Traduction]

Dans le cadre de nos activités en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Afrique subsaharienne et, plus récemment, dans la région indo-pacifique, nous remplissons un double mandat, c'est-à-dire la volonté d'avoir une incidence sur le développement et d'assurer la viabilité financière de l'organisation.

Nous sommes guidés par trois objectifs en matière d'incidence sur le développement, c'est-à-dire des mesures visant à protéger la nature et à lutter contre le changement climatique, l'égalité des genres et le développement des marchés. Cela signifie que nous évaluons chaque transaction en fonction de son incidence actuelle et potentielle sur ces objectifs. La viabilité financière concerne la nécessité d'obtenir des rendements suffisants pour couvrir nos coûts.

Cette approche fait de FinDev Canada un instrument efficace de politique publique qui donne suite aux priorités du Canada en matière de développement, d'économie et de politique étrangère. Nous tirons parti des solutions du secteur privé pour obtenir des résultats significatifs en matière de développement, nous soutenons le développement et le renforcement de relations internationales clés, et nous jouons un rôle de gestionnaire financier responsable qui fait fructifier les capitaux du gouvernement.

Nous nous concentrons sur les trois secteurs suivants: le secteur financier, l'agroalimentaire, l'industrie forestière et ses chaînes de valeur, ainsi que les infrastructures durables, que je vais vous présenter à l'aide d'exemples tirés de notre portefeuille.

Le premier est le secteur financier. Nous soutenons les banques, les coopératives financières, les fonds d'investissement et d'autres intermédiaires financiers. Le secteur financier nous permet de joindre des clients finaux que nous ne pourrions pas joindre directement, comme les microentreprises et les petites et moyennes entreprises. Citons par exemple la CRDB Bank de Tanzanie, à laquelle nous avons accordé un prêt visant à soutenir l'octroi de prêts à des entreprises respectueuses du climat, à de petites et moyennes entreprises et à des entreprises dirigées par des femmes.

Un système financier solide, abondant et résilient est l'un des piliers du développement, et en soutenant des institutions financières locales, le Canada contribue également au développement plus général des marchés financiers.

Le deuxième secteur est lié à l'agroalimentaire et à l'industrie forestière et ses chaînes de valeur. Cela signifie que nous soutenons les débouchés de toute gamme du secteur privé, allant de la production à la distribution. En Afrique du Sud, par exemple, nous avons investi dans Phatisa Food Fund 2, un fonds d'investissement privé panafricain qui investit dans des entreprises de la chaîne de valeur alimentaire. FinDev Canada a fourni à Phatisa un investissement en capital qui a contribué à créer 3 800 emplois et à soutenir plus de 15 000 petits exploitants agricoles, dont 50 % sont des femmes. Cela permet de développer la production alimentaire, la distribution et les marchés pour les Africains et l'économie mondiale en général.

Enfin, il y a les infrastructures durables. Cela consiste à bâtir des économies inclusives, à faibles émissions de carbone et résistantes aux changements climatiques, grâce aux énergies renouvelables, aux transports durables, à l'eau potable et aux installations sanitaires, ainsi qu'à l'inclusion numérique. Notre engagement en faveur des infrastructures durables dans la région se traduit notamment par notre participation au fonds de croissance pour les entrepreneurs du secteur de l'énergie, en parallèle avec le mécanisme de financement mixte 2X Canada, qui est financé par Affaires mondiales Canada et mis en œuvre par nos soins, afin de promouvoir l'égalité des genres.

Le fonds cherche à combler le déficit énergétique en élargissant l'accès à une énergie propre et abordable pour les ménages et les entreprises non raccordés au réseau électrique. À ce jour, cet investissement a permis d'éviter d'émettre 506 000 tonnes de dioxyde de carbone et a fourni des solutions fondées sur l'énergie solaire à 1,37 million de personnes, dont bon nombre vivent dans des collectivités rurales ou à faibles revenus. Ce modèle renforce l'inclusion des femmes africaines ainsi que la productivité et la compétitivité des populations africaines et des petites entreprises.

• (1645)

[Français]

L'Afrique subsaharienne a toujours été une des régions prioritaires. Elle représente actuellement près de 37 % de notre portefeuille, ce qui se traduit par plus de 1 milliard de dollars de financement et d'investissement auprès de 20 clients.

[Traduction]

Notre approche en Afrique repose sur des partenariats. Nous travaillons en étroite collaboration avec Affaires mondiales Canada, des banques multilatérales de développement, des institutions financières de développement par les pairs et des investisseurs privés, afin d'obtenir des résultats.

À FinDev Canada, nous affirmons que nos activités évoluent à la vitesse de la confiance, et pour continuer de mériter cette confiance, nous étendons notre présence physique.

Au printemps 2026, nous ouvrirons un bureau régional au Cap, ce qui nous permettra de renforcer notre engagement et notre partenariat en Afrique du Sud et dans toute la région, et de démontrer ainsi que le Canada a une influence importante sur le continent.

Au-delà de cela, l'investissement dans la croissance des marchés émergents stimulée par le secteur privé est essentiel aux priorités du Canada en matière de prospérité économique partagée, de résilience aux changements climatiques et aux chaînes d'approvisionnement, de stabilité mondiale et d'approfondissement des relations dans des marchés à forte croissance. FinDev Canada est un instrument de politique publique efficace qui contribue à la réalisation de ces objectifs.

Monsieur le président, mesdames et messieurs les membres du Comité, je vous remercie de votre attention, et je suis impatiente de répondre à vos questions.

Le président: Je vous remercie.

Je vais maintenant permettre aux membres du Comité de poser des questions, en commençant par le député Aboultaif.

Vous disposez de six minutes.

Ziad Aboultaif: Puis-je céder mon temps de parole à la députée Kramp-Neuman?

Le président: Certainement.

La parole est à vous, madame.

Shelby Kramp-Neuman (Hastings—Lennox and Addington—Tyendinaga, PCC): Je vous remercie de vous être jointe à nous aujourd'hui.

Je voudrais commencer par parler d'une priorité stratégique de FinDev Canada, à savoir l'égalité des genres. Pour garantir la sécurité et le bien-être des femmes, des filles et des personnes de diverses identités de genre, il est indispensable de faire progresser l'égalité des genres.

Pouvez-vous nous parler du rôle que FinDev Canada joue dans la protection physique de ces groupes?

Lori Kerr: Certainement.

Comme je l'ai mentionné, l'égalité des genres est l'un des principaux objectifs de FinDev Canada en matière d'incidence. Soixante pour cent des investissements de notre portefeuille global sont conformes au défi 2X. Je vous expliquerai plus tard ce que cela signifie, mais en gros, ces investissements sont harmonisés avec des objectifs en matière d'égalité des genres.

Lorsque nous examinons nos transactions avant de prendre nos décisions d'investissement, nous procédons à une diligence raisonnable renforcée, et nous veillons à accorder une attention particulière aux groupes vulnérables et à la manière dont les femmes vont bénéficier des investissements que nous réalisons. Nous avons défini dans différents secteurs des paramètres clairs que nous examinons, comme la contribution à l'emploi des femmes, à l'accès à des postes de direction pour les femmes et à la fourniture de produits et services destinés aux femmes.

En ce qui concerne la vulnérabilité, nous examinons la violence fondée sur le sexe et ses répercussions sur les populations vulnérables, dont les femmes et les filles, dans le cadre de notre processus de diligence raisonnable et conformément aux normes environnementales et sociales que nous mettons en œuvre, que nous respectons et que nous attendons que nos clients respectent, des normes qui sont basées sur les meilleures pratiques internationales.

Shelby Kramp-Neuman: Merci.

L'organisme FinDev Canada collabore-t-il avec les autorités ou les gouvernements locaux? De plus, offre-t-il du financement, des conseils ou tout autre type de soutien opérationnel?

Lori Kerr: Dans le contexte canadien, nous collaborons évidemment avec Affaires mondiales Canada dans le domaine du développement. Nous avons établi un partenariat avec eux, et je peux vous expliquer en quoi il consiste.

En ce qui concerne la collaboration avec les gouvernements locaux, nous travaillons avec le secteur privé, et nous exerçons nos activités par son intermédiaire. C'est là notre principale clientèle, et c'est avec elle que nous travaillons le plus.

Shelby Kramp-Neuman: Pouvez-vous nous parler de la menace que des organisations comme les Forces de soutien rapide ou Boko Haram font peser sur l'égalité des genres? Pensez-vous que ces organisations et d'autres groupes terroristes constituent une menace ou un obstacle à la mise en œuvre de programmes sur le continent?

Lori Kerr: Je pense que ce serait une excellente question à poser à nos collègues d'Affaires mondiales Canada.

Shelby Kramp-Neuman: C'est parfait. Merci.

Que peuvent faire les gouvernements pour atténuer les menaces ou les problèmes supplémentaires en matière de sécurité, ou est-ce également une question qui relève de la compétence d'Affaires mondiales Canada?

Lori Kerr: Je vous remercie de votre question. Oui, elle relève davantage de la compétence d'Affaires mondiales Canada.

Shelby Kramp-Neuman: Pouvez-vous nous dire si des discussions avec le nouveau gouvernement ont eu lieu afin de mettre l'accent sur d'autres enjeux que l'égalité des genres et l'environnement?

Lori Kerr: En tant que mécanisme de politique publique du gouvernement du Canada, notre mandat consiste à nous aligner sur les priorités du Canada en matière d'aide internationale. Nous concrétisons cette harmonisation à l'aide de notre stratégie interne et de notre plan d'entreprise.

La stratégie que nous mettons de l'avant continue de reposer sur les trois objectifs en matière d'incidence que j'ai mentionnés, c'est-à-dire des mesures pour protéger la nature, pour lutter contre les changements climatiques et pour assurer l'égalité des genres et l'autonomisation économique des femmes.

• (1650)

Shelby Kramp-Neuman: Merci.

Pouvez-vous confirmer si les Chinois ou les Russes contribuent d'une manière ou d'une autre à l'égalité des genres sur le continent?

Lori Kerr: Je ne suis pas vraiment en mesure de répondre à cette question.

Shelby Kramp-Neuman: Merci.

Dans l'introduction que vous avez préparée, vous indiquez que l'Afrique subsaharienne représentait 40 % du portefeuille de FinDev Canada en 2024. Par secteur, 59 % de son portefeuille concernait le secteur financier, 22 %, les infrastructures durables et 18 %, les chaînes de valeur de l'agroalimentaire et de l'industrie forestière. Le dernier rapport annuel de FinDev Canada fait état d'un revenu net de 55,6 millions de dollars provenant du financement accordé et des investissements réalisés en 2024.

Je suis simplement curieuse de savoir si vous pourriez nous en dire davantage à ce sujet. Que signifie ce montant de 55,6 millions de dollars? À quoi correspond-il? Pourriez-vous nous fournir de plus amples renseignements sur ces 55,6 millions de dollars?

Lori Kerr: Parlez-vous du revenu net de placement de 56 millions de dollars?

Shelby Kramp-Neuman: C'est exact.

Lori Kerr: C'est là la preuve de la suffisance et de l'efficacité de FinDev Canada en tant qu'institution financière de développement. Lorsque nous effectuons des investissements et accordons des prêts, nous nous attendons à ce que nos prêts soient remboursés avec intérêts et à obtenir un rendement sur les capitaux propres investis. Les revenus que nous réalisons compensent largement tous les coûts administratifs de l'organisation. Cela démontre notre efficacité financière et prouve que nous sommes de bons gestionnaires des capitaux que le gouvernement canadien a investis dans notre organisation.

Shelby Kramp-Neuman: Je vous remercie.

Je vais céder la dernière minute et demie de mon temps de parole à ma collègue.

Lianne Rood: Merci beaucoup.

Je vais vous poser la même question que j'ai posée au premier groupe d'experts. Comment accroissez-vous les occasions de financement mixte, et avez-vous un objectif à atteindre?

Lori Kerr: En effet, le financement mixte est un outil qui fait partie du coffre à outils de FinDev Canada. C'est un instrument très important, qui est à notre disposition. Nous avons deux mécanismes de concessions financières, tous deux financés par le gouvernement. Le premier, d'une valeur de 76 millions de dollars, a été mis en place en 2021, et il est axé sur l'égalité des genres.

Le deuxième, c'est-à-dire le mécanisme de concessions financières de 700 millions de dollars dont nous disposons, est vraiment axé sur la mobilisation de capitaux privés. Grâce à ce mécanisme, nous cherchons à accroître le partage des risques avec le secteur privé afin de mobiliser davantage d'investissements au sein des marchés émergents et davantage d'investissements destinés à ces marchés. La mobilisation de capitaux privés est en effet l'un des objectifs de FinDev Canada. Nous atteignons cet objectif grâce à notre propre bilan financier et à cet outil très utile que sont les concessions financières. Ces concessions financières nous permettent d'offrir des solutions de financement mixte.

Lianne Rood: Merci. Je vais en rester là.

Le président: La prochaine personne à laquelle nous allons céder la parole est Rob Oliphant.

Vous disposez de six minutes, monsieur.

L'hon. Robert Oliphant (Don Valley-Ouest, Lib.): Merci, monsieur le président.

Je remercie également tous les membres de FinDev Canada du travail qu'ils accomplissent.

Je voudrais nous sortir un peu de notre égarement.

Je n'en suis pas certain, mais je crois qu'en 2017-2018, des discussions ont eu lieu au sujet des ressources limitées qui sont consacrées au développement dans notre monde, non seulement au Canada, mais aussi partout dans le monde, et quelqu'un a formulé l'idée selon laquelle nous devrions changer notre façon de financer le développement pour garantir notre empreinte en matière de développement, et nous devrions utiliser un fonds de financement renouvelable. Je pense cependant que cette idée n'est pas valable uniquement parce qu'il y a moins de fonds disponibles, mais aussi parce que c'est une meilleure façon de procéder en matière de développement.

J'aimerais connaître votre avis à ce sujet, car ce n'est pas uniquement une question de manque de fonds, mais aussi une question d'autonomisation, d'engagement, de respect mutuel et de compréhension de la manière dont nous traitons avec nos partenaires dans les pays en développement. Il est évident que l'Afrique représente la part du lion de toutes les régions, mais d'une manière générale, ai-je raison de penser que cette démarche présente des avantages collatéraux qui ne se limitent pas à l'élimination de l'obstacle lié au manque de fonds?

Lori Kerr: Je suis tout à fait d'accord avec vous. Je dirais que le financement du développement est un outil distinct dans la panoplie d'outils de développement dont dispose le Canada. Il y a l'aide en général et l'aide humanitaire, ainsi que de nombreux autres outils à vocation plus commerciale, mais le financement du développement occupe vraiment une place unique. Nous offrons une passerelle vers des débouchés commerciaux. Nous avons une forte propension au risque lorsque nous utilisons les capitaux commerciaux traditionnels, et nous essayons vraiment d'ouvrir la voie à des possibilités qui contribuent à la prospérité partagée, à la croissance économique, à la lutte contre les changements climatiques et au progrès social. Dans les marchés émergents, tous ces avantages ont ensuite des retombées positives pour le Canada.

Le financement du développement occupe une place unique dans la mesure où cet investissement est rentable, et pas seulement sur le plan financier, comme nous en avons parlé précédemment. Nous sommes un instrument efficace, car nous couvrons nos coûts, mais nous sommes également un instrument très performant du point de vue de la création de relations et de la collaboration avec les pays et les marchés que nous desservons.

• (1655)

L'hon. Robert Oliphant: Sur le plan des partenariats, il existe des partenariats bilatéraux que nous avons évidemment établis. Il y a également des partenariats avec des entreprises de différentes tailles. Comme vous l'avez mentionné, il y a aussi des banques multilatérales de développement, et je suppose que la Banque africaine de développement est celle dont nous sommes actionnaires, mais quelle est notre relation avec cette banque?

Lori Kerr: Nous avons cherché des occasions de collaborer avec la Banque africaine de développement. En fait, nous avons collaboré avec elle dans le cadre d'une transaction appelée BOAD, c'est-à-dire la Banque Ouest Africaine de Développement, qui est la banque de développement de l'Afrique de l'Ouest, aux côtés de la Banque africaine de développement et de notre homologue italienne, qui est une institution financière italienne de développement. Dans le cadre de cette transaction, nous avons accordé un prêt pour soutenir leurs activités de prêt aux petites et moyennes entreprises dans les secteurs de l'agroalimentaire et des énergies renouvelables. Nous recherchons des occasions de collaborer avec la Banque africaine de développement et d'autres institutions financières bilatérales de développement qui sont actives sur le continent.

L'hon. Robert Oliphant: Vous avez mentionné notre équivalent italien. Y en a-t-il d'autres? Je me demande aussi où nous nous situons dans ce groupe, du point de vue de la capitalisation. À quel point sommes-nous performants?

Des voix: Oh, oh!

L'hon. Robert Oliphant: Vantez-vous pendant une minute, si vous le souhaitez.

Lori Kerr: J'aimerais pouvoir vous montrer une diapositive, car nous avons mené des recherches à ce sujet et au sujet de la manière dont nous nous intégrons dans cet écosystème plus large. Nous serions ravis de vous la fournir après la réunion, si cela peut être utile aux députés.

L'hon. Robert Oliphant: Nous aimerions la voir.

Lori Kerr: Bien sûr.

L'hon. Robert Oliphant: Mon intervention est brève, alors tout ce que FinDev Canada — vous savez que j'ai changé le nom de

cette organisation — peut offrir au Comité au sujet de l'Afrique serait utile à notre étude.

Lori Kerr: Formidable. Je le ferai. Merci.

Où se situe-t-on? Si l'on examine le monde du financement bilatéral du développement, de nombreux pays possèdent de telles institutions. Les Européens en ont beaucoup. FinDev est membre associé de l'Association des institutions européennes de financement du développement, qui compte 15 institutions européennes de ce genre. Je dirais que si l'on regarde où l'on se situe, les plus grandes institutions, si vous voulez...

Laissons de côté pour l'instant la DFC américaine et les changements qu'elle traverse. Si nous examinons la British International Investment et nos collègues britanniques, la FMO et nos collègues néerlandais, et plusieurs autres institutions, nous constatons que ces institutions sont anciennes. Elles sont très bien capitalisées, puisqu'elles disposent de capitaux 10 fois plus importants que ceux de FinDev Canada. Notre organisation est jeune, petite et en pleine croissance. Nous avons bien sûr l'ambition de nous développer davantage. Nous pouvons vous fournir un graphique qui vous montrera où nous en sommes par rapport à nos pairs.

L'hon. Robert Oliphant: Que feriez-vous si vous disposiez de plus d'argent?

Lori Kerr: Que ferions-nous si nous avions davantage d'argent? Je vous remercie de votre question. Nous avons un plan d'affaires solide et une stratégie rigoureuse. La tâche consisterait plutôt à développer FinDev Canada sur les marchés que nous desservons actuellement dans les trois régions. Nous pourrions envisager d'autres possibilités, mais nous pourrions aussi élargir l'excellent travail que nous réalisons, afin d'assurer de bons rendements sur les investissements du gouvernement du Canada. Nous avons veillé avec beaucoup de diligence à continuer de nous concentrer sur la région africaine ainsi que sur les autres régions que j'ai mentionnées.

La demande est infinie sur les marchés émergents. Pour pouvoir jouer un rôle plus important dans la réalisation des objectifs de la politique étrangère du Canada, des capitaux supplémentaires seraient certainement utiles.

Le président: Il vous reste 20 secondes.

L'hon. Robert Oliphant: Je serai aussi généreux que Lianne.

Le président: Formidable. Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à M. Brunelle-Duceppe.

[Français]

Monsieur Brunelle-Duceppe, vous avez la parole pour six minutes.

Alexis Brunelle-Duceppe: Bonjour, madame Kerr. Soyez la bienvenue au Comité. Je vous remercie d'être des nôtres.

Il ne faut pas oublier que l'étude actuelle porte sur la nouvelle stratégie du Canada en Afrique.

Pourriez-vous expliquer au Comité quel rôle précis vous jouez dans cette stratégie canadienne pour l'Afrique? Comment votre organisation s'imbrique-t-elle dans cette stratégie?

Lori Kerr: Je vous remercie de votre question.

Me permettez-vous de vous répondre en anglais, s'il vous plaît?

Alexis Brunelle-Duceppe: Bien sûr.

Lori Kerr: Merci beaucoup.

[Traduction]

Le rôle que joue FinDev Canada dans la stratégie pour l'Afrique s'inscrit parfaitement dans l'optique des opportunités liées à la croissance économique, au développement durable et à la création de débouchés économiques. Encore une fois, c'est en collaborant avec le secteur privé et par son intermédiaire que nous contribuons à la croissance sur le continent, et que nous nous alignons sur la stratégie.

• (1700)

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Étant donné que votre rôle concerne le secteur privé, avez-vous un outil ou un processus d'évaluation officiel pour vous assurer qu'il n'y a pas de travail forcé ou de travail d'enfants dans la chaîne d'approvisionnement lorsque vous faites affaire avec le secteur privé ou que vous financez un projet? Existe-t-il officiellement quelque chose, dans votre façon de fonctionner, lorsque vous évaluez un projet?

Lori Kerr: Je vous remercie de votre question.

[Traduction]

Oui. Les normes environnementales et sociales que j'ai évoquées tout à l'heure sont basées sur les normes de rendement de la Société financière internationale. Il s'agit en fait de la norme mondiale en matière de diligence raisonnable environnementale et sociale des institutions de financement du développement. Nous examinons ces normes. Nous nous penchons sur les aspects liés au travail, notamment le travail des enfants et le travail des enfants dans la chaîne d'approvisionnement. Il existe également un groupe de travail composé d'institutions de financement du développement et de banques multilatérales de développement qui s'intéresse spécifiquement à la chaîne d'approvisionnement de l'énergie solaire. Nous examinons effectivement ces normes de très près.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Mon collègue, monsieur Oliphant, semblait dire que ce n'était pas grave de diminuer le budget consacré à l'aide internationale tant qu'on mettait l'argent à la bonne place. C'est ce qu'il a dit tantôt.

Vous vérifierez les bleus, monsieur Guilbeault. Je vous les transmettrai avec plaisir.

Madame Kerr, pouvez-vous nous dire pourquoi l'Organisation des Nations Unies, ou ONU, demande à des pays comme le Canada de budgétiser 0,7 % de leur produit intérieur brut, ou PIB, pour l'aide internationale? Le Canada y consacre aujourd'hui 0,3 % de son PIB. C'est spectaculaire. C'est sous la barre de ce que le gouvernement de Stephen Harper budgétisait pour l'aide internationale. Pensez-vous que l'ONU a tort de demander jusqu'à 0,7 % du PIB? D'ailleurs, des pays comme la Norvège respectent cette demande.

Lori Kerr: Je vous remercie de votre question.

[Traduction]

Je pense que mes collègues d'Affaires mondiales Canada seraient mieux placés pour répondre à cette question.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Vous qui financez des projets, vous devez avoir une opinion sur les demandes de l'ONU à des pays comme le Canada. N'avez-vous aucune opinion sur ce que l'ONU demande en matière d'aide internationale?

Lori Kerr: Je vous remercie de votre question.

[Traduction]

Ce que je peux dire, c'est que l'écart par rapport aux objectifs de développement durable va bientôt atteindre 4 000 milliards de dollars. Les marchés que nous desservons offrent assurément d'énormes opportunités et, comme je l'ai déjà mentionné, une demande infinie. FinDev Canada joue son rôle pour contribuer à combler ces lacunes en matière d'investissement dans le cadre du travail qu'il accomplit avec le secteur privé.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Sentez-vous une certaine concurrence avec d'autres puissances étrangères sur le continent africain en matière de financement du secteur privé? Je pense tout de suite à la Chine et à la Russie. Sur le terrain, sentez-vous cette concurrence, cette volonté de la part de puissances étrangères qui ne sont pas nécessairement des alliés du Canada de financer de plus en plus de projets?

Lori Kerr: Je vous remercie de votre question.

[Traduction]

Dans le cadre des activités que nous menons, compte tenu de notre champ d'action et de nos relations avec le secteur privé, nous ne ressentons pas de concurrence sur le terrain. Comme je l'ai mentionné, notre organisme est axé sur le partenariat. Nous travaillons en collaboration étroite avec les banques multilatérales de développement et d'autres institutions bilatérales de financement du développement. Notre relation avec eux est axée sur la collaboration et non sur la concurrence.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Avez-vous des cibles précises en ce qui a trait à des projets concernant la francophonie en Afrique? Y a-t-il des critères de sélection dans votre liste de critères lorsqu'un projet provient du secteur privé francophone plutôt qu'anglophone, ou bien ça ne change absolument rien pour vous?

Lori Kerr: Je vous remercie de votre question.

[Traduction]

Nous n'avons pas d'objectif précis. À l'heure actuelle, l'exposition des pays francophones d'Afrique représente environ 7 % du portefeuille, mais il n'y a pas d'objectif précis. Il existe des objectifs dont le niveau de priorité est plus élevé. Lorsqu'une opportunité se présente ou que nous en recherchons une, nous l'évaluons en fonction de ses mérites.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Excusez-moi, j'ai peut-être mal compris. Vous dites que 7 % de votre portefeuille...

[Traduction]

Lori Kerr: Environ 7 % de l'exposition en Afrique se situe dans la francophonie.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Vous dites que 7 % de votre portefeuille est consacré à la Francophonie.

Non, ce n'est pas ça.

Vous dites que 7 % de l'aide consacrée à l'Afrique est consacré à des questions de francophonie.

• (1705)

[Traduction]

Le président: Veuillez donner une réponse brève.

Lori Kerr: Il ne s'agit pas d'un objectif, mais de la composition de notre portefeuille. Ce sont les résultats obtenus.

Le président: Merci.

Nous passons maintenant à Mme Rood. Vous disposez de cinq minutes.

Lianne Rood: Merci beaucoup.

Le recours aux prêteurs traditionnels comme source de capitaux pose souvent problème, car ils ne sont pas en mesure de répondre aux critères de risque. La tolérance au risque de FinDev diffère-t-elle, et si oui, de quelle manière?

Lori Kerr: En tant qu'institution de financement du développement, notre appétit pour le risque est en effet plus élevé que celui des capitaux traditionnels. Nous sommes donc en mesure de partager des risques supplémentaires avec le secteur privé. Encore une fois, comme je l'ai mentionné, nous cherchons à établir ce pont. Nous cherchons à démontrer que le continent et les autres marchés sur lesquels nous opérons offrent des opportunités d'investissement viables, afin de favoriser le flux des capitaux privés.

Lianne Rood: L'adoption d'une tolérance au risque plus élevée a-t-elle augmenté les opportunités et le rendement, ou a-t-elle eu un coût?

Lori Kerr: Merci pour votre question. Elle est intéressante.

Je ne pense pas qu'il y ait eu de coût, car c'est ce que nous faisons. Nous générons des revenus pour couvrir nos frais administratifs, et les opportunités sont nombreuses. Nous cherchons à démontrer l'existence de ces opportunités, ce qui nous ramène à l'une des questions sous-jacentes dont a parlé un autre intervenant, à savoir la perception des risques par rapport aux risques réels sur le continent.

Lianne Rood: D'accord. Merci beaucoup pour cette précision.

Dans le budget de 2025, on lit que le budget de l'aide internationale du Canada sera réduit de 2,7 milliards de dollars sur quatre ans. Dans une section du budget détaillant les économies réalisées grâce à l'examen complet des dépenses de chaque ministère, on peut lire ce qui suit:

Ce processus de rajustement entraînera une réduction du financement de développement destiné aux programmes de santé mondiale, un domaine où la contribution du Canada avait crû de manière disproportionnée par rapport à d'autres économies de taille similaire, ainsi que du financement destiné à certaines institutions financières internationales, qui reçoivent un soutien important d'autres sources. Les contributions du Canada peuvent être exploitées davantage. Certains programmes de développement bilatéraux seront également peaufinés et ajustés. Ces changements devraient ramener le montant de référence de l'enveloppe de l'aide internationale à son niveau d'avant la pandémie de COVID-19.

Quelles seront les répercussions, le cas échéant, de ces réductions budgétaires sur FinDev Canada?

Lori Kerr: À l'heure actuelle, le gouvernement ne nous accorde pas de ressources supplémentaires sur une base annuelle, à l'exception des apports en capital qu'on nous avait déjà promis. Nos apports en capital proviennent habituellement des bénéfices non répartis de notre société mère, Exportation et développement Canada.

À l'heure actuelle, nous appliquons l'esprit d'austérité que le gouvernement a mis en avant dans notre plan d'entreprise.

Lianne Rood: Quels sont les projets les plus lucratifs que FinDev ait financés en Afrique ces cinq dernières années? Quels sont

le rendement monétaire et le nombre d'emplois qu'ils ont créés sur le terrain?

Lori Kerr: Je n'ai pas ces données sous les yeux, mais je me ferai un plaisir de vous les fournir plus tard.

Lianne Rood: Je vous en serais très reconnaissante. Merci beaucoup.

Dans quels cas les fonds de FinDev ont-ils fini par remplacer les prêteurs privés ou les banques locales au lieu de les attirer? A-t-on discuté de la possibilité de modifier les conditions afin d'attirer les capitaux privés au lieu de les supplanter?

Lori Kerr: Lorsque nous évaluons la possibilité d'accorder un prêt ou de réaliser un investissement en capital, nous suivons un processus visant à nous assurer que nous ne supplantions pas le secteur privé, car, comme vous l'avez dit, notre rôle est justement de le mobiliser.

Nous cherchons à mobiliser des investissements qui ne seraient pas possibles sans la participation d'une institution de financement du développement, ou nous nous tournons vers des domaines dans lesquels les acteurs privés sont actuellement trop réticents à investir. Dans le cadre du processus d'examen rigoureux que nous menons, nous prenons la question de la supplantation des capitaux privés très au sérieux.

Je dirais que nous ne les supplantions pas.

Lianne Rood: Pourriez-vous nous dire combien de projets sont prêts à être lancés dans les domaines des minéraux critiques, de l'énergie ou des transports? Quel est le délai moyen nécessaire pour conclure une entente? Que pourrait-on faire pour raccourcir ce délai?

Lori Kerr: Je n'ai pas ces renseignements sous les yeux. Encore une fois, je me ferai un plaisir de vous les communiquer.

J'aimerais toutefois apporter une précision. À l'heure actuelle, FinDev Canada ne travaille pas directement dans le secteur des minéraux critiques.

Lianne Rood: Je vais céder le reste de mon temps à M. Aboultaif.

Ziad Aboultaif: J'ai une brève question.

Faites-vous concurrence au secteur privé ou travaillez-vous avec lui? Quelle est la relation de FinDev avec le secteur privé?

• (1710)

Lori Kerr: Non, nous ne sommes pas en concurrence avec le secteur privé. Notre rôle est en fait de faciliter l'investissement, de fournir l'effet de démonstration et d'attirer des investissements privés grâce au travail que nous accomplissons avec notre bilan et les solutions de financement mixte.

Ziad Aboultaif: Dans le cadre de votre mandat, cherchez-vous à générer des bénéfices ou des activités?

Lori Kerr: Nous avons un double mandat. Notre objectif est d'avoir une incidence mesurable et démontrable sur le développement des marchés que nous desservons, tout en étant autonomes sur le plan financier.

Le président: Votre temps est écoulé.

Nous passons maintenant à M. Steven Guilbeault.

Vous avez cinq minutes.

[Français]

L'hon. Steven Guilbeault: Monsieur le président, vous me permettez une certaine familiarité, car j'ai eu le plaisir de collaborer à plusieurs reprises avec Lori Kerr lorsque j'étais ministre.

[Traduction]

Je pense qu'il est important que les membres du Comité comprennent bien votre rôle. Vous n'êtes pas un concurrent du secteur privé, vous êtes un catalyseur. Vous facilitez les investissements.

Vous pourriez donner un exemple intéressant au Comité, à savoir l'initiative annoncée en 2024. Les pays en développement nous disent notamment qu'ils souhaitent avoir accès à plus de financements concessionnels pour des projets qui seraient autrement plus difficiles à financer.

Les pays en développement — les pays les moins développés et les petits États insulaires — nous disent également qu'en tant que nations de petite taille, ils ont plus de difficultés à accéder aux capitaux que certains des grands pays du Sud, notamment en Afrique.

L'initiative que vous avez lancée en 2024 était une réponse claire à bon nombre de ces enjeux. Pourriez-vous nous en parler?

Lori Kerr: Oui, avec plaisir.

La plateforme à laquelle vous faites référence est le fonds de prêt pour le climat GAIA. Ce fonds GAIA est une plateforme de financement mixte de 1,5 milliard de dollars. FinDev Canada y a participé. Il s'agit de la première transaction réalisée dans le cadre du mécanisme concessionnel de 700 millions de dollars que j'ai mentionné. Nous travaillons également avec le Fonds vert pour le climat.

Nous avons développé et conçu ce projet en collaboration avec une grande banque internationale. Encore une fois, il s'agit d'un projet de 1,5 milliard de dollars. Il vise à soutenir l'atténuation des effets du changement climatique et l'adaptation à ceux-ci. Ce qui rend ce fonds unique, c'est qu'il est axé à 70 % sur l'adaptation dans 20 marchés émergents, dont 20 % dans les pays les moins développés et les petits États insulaires en développement. L'accent est mis sur l'adaptation et la résilience, et sur les marchés les plus difficiles.

L'hon. Steven Guilbeault: Merci.

Cette initiative a permis de recueillir 1,5 milliard de dollars. Quelle part de cette somme a été générée par l'investissement de FinDev?

Lori Kerr: Nous avons réalisé un investissement de 75 millions de dollars. Je peux vous donner la structure exacte des capitaux et vous fournir plus de renseignements sur ce sujet. Nous avons atteint 600 millions de dollars à la clôture en octobre 2025 et nous atteindrons 1,5 milliard de dollars à la deuxième clôture. La majorité de ces investissements proviendront du secteur privé, c'est-à-dire de fonds de pension, de compagnies d'assurances ou de banques mondiales.

L'hon. Steven Guilbeault: Ces 75 millions de dollars investis par le Canada ont généré 1,5 milliard de dollars d'investissements dans l'adaptation dans les pays en développement, les pays les moins développés et les petits États insulaires, ce qui est le secteur le plus difficile à financer à l'heure actuelle dans le domaine climatique parce qu'il est plus difficile d'en définir le rendement. Quelle a été la réaction? Comment ce fonds a-t-il été reçu par les pays en développement, par d'autres fonds semblables à FinDev dans le monde et par les institutions privées?

Lori Kerr: Il a été très bien reçu. Lorsque nous nous sommes engagés dans cette voie à l'époque de la conception du fonds GAIA, notre but était de créer un plan. Nous cherchions à créer un modèle qui puisse être reproduit, mis à profit et adapté à l'avenir. Le fonds a été très bien reçu.

L'hon. Steven Guilbeault: Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir communiquer certains éléments au Comité, par exemple des coupures de presse datant de l'annonce du financement en 2024 et une description de son architecture. Je pense qu'il s'agit effectivement d'un modèle, et de nombreuses personnes ont d'ailleurs dit qu'il s'agissait d'un modèle que l'on pouvait et devait imiter pour faire face à la crise du climat et des milieux naturels dans les pays et les secteurs plus difficiles à financer.

Merci, monsieur le président. Je n'ai plus de questions.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Guilbeault.

Nous passons maintenant à M. Duceppe.

Vous avez deux minutes et demie.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Merci, monsieur le président.

C'est mon dernier tour de parole. Je remercie les témoins de leur travail.

Madame Kerr, c'est peut-être moi qui comprends mal, mais je ne suis pas certain d'avoir bien compris une partie de notre discussion.

La partie de votre portefeuille investie dans les pays francophones d'Afrique représente-t-elle 7 % du total?

• (1715)

[Traduction]

Lori Kerr: Je suis heureuse de vous fournir ces éclaircissements. La francophonie représente actuellement 7 % de notre portefeuille en Afrique. C'est exact.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Plus de 50 % des pays du continent africain ont le français en tant que première, deuxième ou troisième langue officielle. Comment expliquez-vous que la portion du portefeuille représentant les investissements dans les pays francophones africains soit si basse? Ce n'est pas un reproche, mais je me pose quand même la question parce que, proportionnellement, il y a plus de pays francophones qu'anglophones sur le continent africain.

[Traduction]

Lori Kerr: Je pense que ce pourcentage s'explique par le nombre de possibilités de trouver des projets viables sur le plan commercial dont la taille et l'échelle cadrent avec la stratégie actuelle de FinDev Canada. Tout dépend des occasions qui se présentent. C'est pourquoi les possibilités de financement mixte, ou les structures de financement mixte et les financements concessionnels supplémentaires sont utiles pour atteindre les marchés.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Parmi vos employés, environ combien parlent français?

Je vais juste amorcer un début de réflexion, mais, si vous n'avez pas d'employés francophones au sein de votre organisation, pensez-vous qu'il est plus difficile de développer des marchés ou d'avoir des partenaires dans les pays francophones?

Comme je vous l'ai dit, ce n'est pas un reproche, c'est simplement une observation.

[Traduction]

Lori Kerr: Je me ferai un plaisir de fournir des données sur le nombre d'employés de FinDev Canada qui parlent le français. Encore une fois, je pense que tout dépend davantage des possibilités qu'offrent les pays. Encore une fois, nous pouvons nous tourner vers des marchés plus modestes et rechercher plus d'opportunités.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: C'est quand même surprenant de constater que ces occasions d'affaires ne représentent que 7 % du portefeuille alors qu'il y a plus de pays francophones.

Je vous remercie beaucoup de vos réponses. C'était très gentil.

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup, madame Kerr, de vous être jointe à nous et de votre témoignage d'aujourd'hui. Nous vous en sommes reconnaissants. Je vous remercie également pour vos observations.

Nous allons passer à Mme Fortier.

[Français]

L'hon. Mona Fortier: Merci, monsieur le président.

Plus tôt, j'ai annoncé aux membres du Comité que je voulais déposer une motion aujourd'hui. Ils ont tous entre les mains la version papier de la motion. Elle est rédigée comme suit:

Que, Le Comité accepte d'étudier l'objet du projet de loi C-15, précisément l'article 460 à 462 (section 27) ; qu'il invite le ministre des Affaires étrangères pendant une heure ; suivie d'une heure avec des représentants d'Affaires mondiales Canada ; et qu'il transmet toute recommandation ou suggestion d'amendement au Comité des finances avant le jeudi 27 février 2026.

Merci, monsieur le président.

[Traduction]

Le président: Les députés appuient-ils la motion?

Allez-y, monsieur Chong.

L'hon. Michael Chong: J'ai une question. Le Comité sénatorial a étudié les sections 18 et 27. Pourquoi n'étudions-nous pas la section 18? Pourquoi n'étudions-nous que la section 27?

L'hon. Mona Fortier: Je ne le sais pas.

L'hon. Michael Chong: Si vous ne le savez pas, ce n'est pas grave.

L'hon. Mona Fortier: C'est ce qu'on m'a demandé de lire pour m'assurer que nous nous conformions aux motions actuelles.

C'est une bonne question. Peut-être que quelqu'un pourra répondre à ma place.

L'hon. Michael Chong: Merci, monsieur le président. Je n'ai pas d'autres questions.

L'hon. Mona Fortier: Je vais trouver une réponse.

Le président: Si tout le monde est d'accord, je vais considérer que la motion est adoptée.

(La motion est adoptée.)

Le président: Je vais maintenant demander aux députés leur accord pour passer à huis clos afin que nous puissions discuter des déplacements. Nous allons avoir besoin de quelques minutes pour que les personnes présentes puissent quitter la salle et que le greffier et son équipe puissent préparer tout le nécessaire pour notre discussion à huis clos.

[La séance se poursuit à huis clos.]

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>